

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 3 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DOMAINE DES QUILLETS (ex RUMEAU EARL)**

Les Quillets  
16250 Champagne-Vigny

Références : 2026\_268\_UbD16-86\_Env

Code AIOT : 0007209855

P.J. : Projets d'APC et d'APMD (mise en demeure)

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement DOMAINE DES QUILLETS (ex RUMEAU EARL) implanté Les Quillets 16250 Champagne-Vigny. L'inspection a été annoncée le 20/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de visite des installations classées pour la protection de l'environnement. Le site a été enregistré le 20 janvier 2025 pour l'exploitation de 4 alambics de 25 hl de charge.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DOMAINE DES QUILLETS (ex RUMEAU EARL)
- Les Quillets 16250 Champagne-Vigny
- Code AIOT : 0007209855
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 20 janvier 2025 à exploiter :

- une distillerie de 4 alambics de 25 hl de charge, soit 60 hl AP/j (régime E – rubrique 2250)
- un chai de distillation et un chai de vieillissement d'une capacité totale de 379 m<sup>3</sup> (régime DC – rubrique 4755)
- un chai de vinification de 50 cuves totalisant 18 000 hl de capacité de stockage vins (régime D – rubrique 2251)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	caractéristiques constructives distillerie	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	désenfumage distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Vérification périodique - matériels de sécurité	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Mise à la terre des équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 14/01/2025, article 20	Demande d'action corrective	3 mois
13	Chai de vieillissement 1	Arrêté Préfectoral du 25/01/2025, article 2.2.5	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative et volumes d'activités	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 1.2.1	Sans objet
2	limitation des accès aux installations	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 2.1.2	Sans objet
4	Séparation entre distillerie et chais	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14	Sans objet
6	Accès pompier	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 2.2.1	Sans objet
8	Rétention distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27	Sans objet
9	réception réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 2.2.2	Sans objet
10	Stockages vinasses	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 58	Sans objet
12	cuves inox	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 2.2.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Rétention des chais	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8	Sans objet
15	Aire de lavage	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 2.2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu que l'exploitant mette en place les trappes de désenfumage au niveau des zones dédiées identifiées à risque incendie. Une mise en demeure est proposée pour le non-respect des prescriptions relatives à l'installation de désenfumages. L'exploitant disposera d'un délai de 6 mois pour mettre en œuvre les actions correctives.

Des justificatifs sont également attendus notamment concernant les caractéristiques constructives et les vérifications périodiques des matériels de sécurité.

Concernant la mise en sécurité des tiers résidant dans une maison proche de la distillerie, des prescriptions complémentaires sont proposées pour permettre leur mise en sécurité en cas de détection incendie au sein de l'ICPE. A cet effet, un projet d'APC est joint au présent rapport.

L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour formuler ses éventuelles remarques sur les projets d'arrêtés joints au présent rapport dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaires.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative et volumes d'activités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 1.2.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, conformité			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
<b>Chapitre 1.2. Nature et localisation des installations</b>			
<b>Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées</b>			
Rubrique	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
2250-2	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole, la capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant :  2. Supérieure à 30 hl/j et inférieure ou égale à 1 300 hl/j	4 alambics, capacité de charge totale : 100 hl  Prod. = 60 hl AP/j (*)	E
2251-2	Préparation, conditionnement de vins. La capacité de production étant :  2. Supérieure à 2500hl/ an, mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an	Chai de vinification : 50 cuves Capacité de production de vins totale = 18 000 hl/an	D
4755-2-b	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.	Chai n°1 : 180 m³ Chai de distillation : 199 m³ QSP=379 m³	DC

	<p><b>2.</b> Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :</p> <p><b>b.</b> Supérieure ou égale à 50 m<sup>3</sup></p>		
--	---	--	--

**Régime** : E (enregistrement) ; DC (déclaration avec contrôle périodique) ; D (déclaration)

(\*) production d'alcool pur théorique estimée conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 régissant l'activité de distillation sous le régime de l'enregistrement.

**QSP** : quantité susceptible d'être présente

#### Constats :

3 alambics sont en place dans la distillerie.

En date du 22 janvier 2026, le stock d'alcools du chai 1 s'élève à 100 m<sup>3</sup>. Le chai 2 stocke 74 m<sup>3</sup> d'alcools et du pineau.

La capacité de stockage de la cuverie vins s'élève à 16 177 hl.

Sur la campagne de 2024/2025, 8 210 hl de vins ont été distillés, et 7 203 hl ont été distillés sur la campagne en cours.

L'eau consommée annuellement pour l'activité du site (principalement pour les opérations de distillation et de lavage) est issue des eaux pluviales, auquel s'ajoute 300 m<sup>3</sup> issus du réseau d'eau potable.

**Type de suites proposées** : Sans suite

#### N° 2 : limitation des accès aux installations

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 2.1.2

**Thème(s)** : Risques accidentels, accès aux installations

#### Prescription contrôlée :

En lieu et place des dispositions générales du chapitre II section III article 14 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé portant sur le point suivant « les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations », l'exploitant respecte les prescriptions aménagées suivantes :

L'accès aux installations de distillation et de stockage d'alcools de bouche ne sont pas possibles en dehors des horaires d'ouverture et une porte *a minima* de classe EI 120 du côté du chai de distillation qui donne sur le local à usage d'habitation présent sur site, est installée. Les justificatifs attestant du degré coupe-feu de la porte sont tenus à la disposition de l'inspection.

Il est interdit d'utiliser le local à usage d'habitation présent dans l'emprise foncière du site pour un usage d'habitation autre que par du personnel sous contrat avec l'exploitant ou par l'exploitant lui-même. Dans le cas où l'exploitant souhaite utiliser la maison d'habitation pour abriter des tiers, l'exploitant porte à la connaissance du préfet l'ensemble des éléments permettant de justifier que les tiers ne sont plus touchés par des zones d'effet et n'ont pas accès aux installations classées du

site.

**Constats :**

Le site est entouré de champs de vignes (pas de tiers à proximité). La route départementale D7 se situe à 100 m du site.

Le site n'est pas clôturé. Afin d'empêcher l'accès à des personnes étrangères aux chais, ceux-ci sont fermés à clé.

La distillation se fait sous la surveillance directe de l'exploitant.

Il n'a pas été installé de porte coupe-feu au niveau du chai de distillation qui donne sur la cour donnant sur la maison d'habitation.

La maison d'habitation qui se situe à l'intérieur du site est occupée par l'exploitant et sa famille (tiers).

L'inspection propose d'abroger la prescription sus-citée dans la mesure où :

- elle paraît contradictoire : la prescription abroge la disposition prévoyant que « les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations » et en même temps interdit la possibilité que des tiers soient présents dans la maison d'habitation situé dans le périmètre du site. Ainsi, in fine la disposition prévoyant que « les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations » s'appliquera aux installations et l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour empêcher les tiers (notamment les habitants de la maison) de circuler dans les installations.
- la présence du chai de distillation et sa proximité avec la maison d'habitation bénéficient d'une antériorité datant de 1998 ;
- le projet de demande d'enregistrement de 2023 a permis de diminuer les volumes d'alcools stockés dans le chai de distillation et donc de réduire le risque que l'incendie du chai atteigne l'habitation.

L'inspection propose en outre d'émettre des prescriptions complémentaires pour protéger les occupants de l'habitation : maintien d'une porte EI120 sur le chai donnant à proximité du côté de l'habitation, et installation d'une détection incendie avec alarme pour permettre la mise en sécurité des tiers occupant la maison en cas de détection incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Un arrêté préfectoral complémentaire (APC) est proposé pour abroger la présente prescription et proposer des prescriptions complémentaires. Selon cet APC, dans un délai de 6 mois, l'exploitant :

- devra mettre en place une porte a minima de classe EI 120 du côté du chai de distillation qui donne sur le local à usage d'habitation présent sur site ou reboucher cette porte avec du matériel REI 240 (exigence déjà portée via l'arrêté préfectoral d'enregistrement de 2025).
- devra installer une détection incendie dans les zones identifiées à risque incendie avec alarme qui préviendra l'exploitant et les habitants de la maison située dans le site.

Il est demandé à l'exploitant de rendre compte des mises en conformité réalisées sur les points supra.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : caractéristiques constructives de la distillerie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, murs et portes coupe-feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  En lieu et place des dispositions générales suivantes : « les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2s1d0 et REI120 » , l'exploitant est tenu de respecter les dispositions suivantes aménagées : Les caractéristiques constructives sont construites en en matériaux de classe A2s1d0 et REI120 , à l'exception des fenêtres vitrées présentes en partie haute d'une façade de la distillerie. Le mur coupe-feu REI 120 doit être d'au moins 3,8 m (hauteur sous fenêtres) et les fenêtres vitrées non coupe-feu sont positionnées à une hauteur supérieure aux 3,8 m précités. De façon générale, les ouvertures dans le mur coupe-feu de façade de la distillerie sont acceptées au-delà de la hauteur des 3,8 m. Toute ouverture se situant en deçà devra être soit <i>a minima</i> de classe EI 120, soit rebouchée en matériau a minima de classe EI 120. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les justificatifs afférents.  NB : selon l'article 14 l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011, « Les murs séparant la distillerie d'un autre bâtiment contigu, à l'exception des stockages de vin, sont REI 240 et dépassent d'au moins un mètre la toiture de l'autre bâtiment. »
<b>Constats :</b>  Les murs extérieurs de la distillerie (existants) sont en moellons d'une épaisseur supérieure à 50 cm, considérés coupe-feu 4h.  Les seules ouvertures présentes dans la distillerie sont les fenêtres hautes positionnées à plus de 3,8 m de hauteur et les portes.  Pour la séparation entre la distillerie et le chai de distillation, il a été mis en place un mur en moellon d'épaisseur de 15 cm renforcé par des blocs siporex de 10 cm (facture n°FA0000147 de la société établissements Augier). Selon l'exploitant ce mur devrait avoir un degré coupe-feu 4h, mais cela n'est pas spécifié dans la facture.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  il conviendra pour l'exploitant d'apporter un justificatif de la société de travaux qui atteste que le mur entre le chai de distillation et la distillerie est coupe-feu 4h.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Séparation entre distillerie et chais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, portes coupe-feu

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - L'ensemble des ateliers de distillation, qu'ils soient fermés ou ouverts, respectent les dispositions suivantes : Communication entre la distillerie et le chai de distillation : les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 120. Les portes normalement fermées sont équipées d'un dispositif de refermeture automatique marqué CE et compatible avec les fermetures résistant au feu. Les portes maintenues ouvertes en position d'attente et se fermant automatiquement en cas d'incendie (Dispositif actionné de sécurité, DAS) sont conformes aux normes de la série NF S61-937 et équipées d'un ferme-porte. De plus, ces portes sont équipées de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non entre la distillerie et le chai de distillation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La communication entre la distillerie et le chai de distillation est équipée d'une porte coupe-feu 2h qui bénéficie du marquage CE. La facture n°FA0000147 de la société établissements Augier indique qu'une porte coupe-feu 2h a été installée au niveau de la distillerie. Un seuil est présent et empêche les écoulements accidentels de se diriger vers le chai de distillation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : désenfumage distillerie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande). Dans les cas de création de bâtiments ou de création d'extension de bâtiment, la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 2 % de la surface au sol du local. Pour les bâtiments existants dont la surface au sol est inférieure ou égale à 1 600 mètres carrés, la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 1 % de la surface au sol, avec un minimum d'un mètre carré. (...)</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local, depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité de chacun des accès et installées conformément à la norme NF S61-932, version décembre 2008. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation. Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2 (version octobre 2003 ou version ultérieure) présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- système d'ouverture de classe B (ouverture + fermeture) ;</li> <li>- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;</li> <li>- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres.</li> </ul> <p>La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si</p>



des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige. - classe de température ambiante T(00). - classe d'exposition à la chaleur B300. Des amenées d'air frais sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes donnant sur l'extérieur.
<b>Constats :</b>  La distillerie n'est pas équipée d'exutoires d'évacuation des fumées. L'exploitant a indiqué avoir lancé les démarches pour faire installer les systèmes de désenfumages conformes à la prescription de l'arrêté ministériel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Une mise en demeure est proposée au préfet pour le non-respect de cette prescription.  Conformément à la mise en demeure, il conviendra pour l'exploitant de présenter les devis et les factures justifiant que les exutoires de fumée conformes aux normes en vigueur ont été installées. L'exploitant précisera les surfaces utiles des exutoires, comparées aux valeurs réglementaires. Dans tous les cas, la mise en conformité devra être effective sous 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 6 : Accès pompier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accès pompier
<b>Prescription contrôlée :</b>  Deux accès pompiers sont entretenus et garantissent les caractéristiques de l'article 16 point II de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011.
<b>Constats :</b> Le site dispose de deux voies d'accès qui peuvent être empruntés par les services de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Vérification périodique - matériels de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels

de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les vérifications électriques, l'exploitant a présenté un registre indiquant que les installations ont été vérifiées le 29/01/2026, mais l'exploitant ne dispose pas d'un rapport de vérification. L'exploitant devra transmettre ce rapport à l'inspection une fois produit.</p> <p>Extincteurs : d'après le registre de suivi des vérifications périodiques, Eurofeu a réalisé la dernière vérification périodique le 29/01/2026. Les remarques suite à cette vérification sont directement intégrées dans le registre.</p> <p>Portes-coupe-feu : les portes n'ont pas fait l'objet d'une vérification périodique. Il conviendra pour l'exploitant de planifier et réaliser les vérifications périodiques des portes coupe-feu.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il conviendra pour l'exploitant de transmettre le rapport de vérification périodique des installations électriques à l'inspection, de planifier les vérifications périodiques des portes coupe-feu, ainsi que des exutoires de fumées et systèmes d'alarmes une fois qu'ils auront été installés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Rétenion distillerie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La distillerie est équipée d'un caniveau central d'une longueur de 12m, d'une largeur de 50 cm et une profondeur de 50 cm pour collecter les écoulements accidentels. Des seuils au niveau des portes permettent, par ailleurs, de contenir les écoulements accidentels à l'intérieur de la distillerie.</p>

La rétention semble suffisante pour contenir les effluents épandus selon les critères réglementaires supra.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : réception réserve incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 2.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Le site dispose d'une réserve incendie d'une capacité de 120 m<sup>3</sup> située à l'ouest du site et équipée d'une ligne d'aspiration pompiers conforme.  
Cette réserve doit être réceptionnée par le SDIS permettant de garantir la conformité du point d'aspiration.

**Constats :**

Le site est équipé d'une réserve incendie (bâche souple) de 120 m<sup>3</sup>. L'exploitant a présenté un procès verbal du SDIS en date du 29/07/2025 actant la réception de la bâche.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Stockages vinasses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 58

**Thème(s) :** Risques chroniques, risque de pollutions

**Prescription contrôlée :**

IV. - La capacité minimale de stockage des vinasses lorsqu'elles sont épandues est de 50 % de la quantité de vin distillé au cours de la campagne de distillation, diminuée de la quantité de vinasses traitée par un procédé autre que l'épandage. Dans le cas où des effluents vinicoles sont stockés avec les vinasses, la capacité minimale de stockage est augmentée de 0,2 mètre cube par mètre cube de vin produit par les installations vinicoles du site. Le stockage des vinasses est étanche et résistant aux agressions chimiques et thermiques des effluents. L'exploitant vérifie régulièrement et au moins une fois par an l'état de l'étanchéité du stockage.

**Constats :**

Le site est équipé de deux bassins à vinasses : un de 400 m<sup>3</sup> et un second de 900 m<sup>3</sup>. La capacité totale est donc de 1300 m<sup>3</sup>, ce qui répond à l'exigence réglementaire (pour une capacité de vins distillés de 18 000 hl/an).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Mise à la terre des équipements métalliques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/01/2025, article 20

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque d'explosion

<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Mise à la terre des équipements. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté dans la distillerie que les cuvens de réception des alcools nouvellement distillés ne sont pas reliés à la terre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il conviendra pour l'exploitant de relier les cuvens de réceptions des alcools distillés à la terre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 12 : cuves inox

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 2.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stockage d'alcools
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'alcool de bouche stocké sur site dans des cuves inox n'est pas autorisé sauf à en démontrer l'acceptabilité du point de vue accidentel en étudiant notamment les scénarios de pressurisation de cuves ou en justifiant que les événements de surpression (ou dispositif équivalent) disposent des caractéristiques dimensionnelles ad hoc.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté que les chais inspectés ne contiennent pas de cuves en inox pour le stockage des alcools de bouche.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Chai de vieillissement 1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/2025, article 2.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  chai de vieillissement n°1 : - la surface réduite à 150 m <sup>2</sup> par la construction d'un mur de séparation REI240 du local de stockage d'alcools vis-à-vis du reste du bâtiment ; un exutoire de désenfumage d'1 m <sup>2</sup> de surface utile d'ouverture est créé ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- aucune porte communicante n'existe entre ce local de stockage d'alcools et le local contigu ;</li> <li>- une porte extérieure E30 d'une largeur minimale de 0,8 m est créé ;</li> </ul> (..)
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait installer un mur coupe-feu dans le chai afin de réduire sa surface à 150 m<sup>2</sup>.          La facture n°FA0000147 de la société établissements Augier indique qu'un mur coupe feu a été mis en place, mais il ne précise pas son degré coupe-feu.</p> <p>L'exutoire de fumée n'a pas été mis en place dans le chai de vieillissement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>il conviendra pour l'exploitant d'apporter un justificatif de la société de travaux qui atteste que le mur mis en place dans le chai est coupe-feu 4h et d'installer l'exutoire de fumées d'une surface minimum de 1 m<sup>2</sup> dans le chai de vieillissement.</p> <p>Une mise en demeure est proposée pour la mise en conformité de l'exutoire de fumée. Dans tous les cas, la mise en conformité devra être effective sous 6 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 14 : Rétention des chais

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque de pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2.8.1 : Généralités          Tout récipient contenant de l'alcool est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal          à la plus grande des deux valeurs suivantes :          - 100% de la capacité du plus grand récipient,          - 50% de la quantité susceptible d'être présente des récipients associés à la rétention.</p> <p>En cas d'incendie, les effluents débordant de la cuvette de rétention ne doivent pas se diriger vers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la propriété des tiers,</li> <li>- un réseau souterrain public,</li> <li>- des bâtiments habités ou occupés par des tiers,</li> <li>- d'autres installations de stockage,</li> <li>- les points d'eau des services de secours.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Le chai de vieillissement a une rétention de plus de 1 m de profondeur, ce qui permet de contenir sur sa surface de 150 m<sup>2</sup>, un volume de 150 m<sup>3</sup> (soit plus de 50 % de la QSP).</p> <p>Le chai de distillation est en rétention avec des seuils de 50 cm, ce qui permet de sur sa surface de 270 m<sup>2</sup>, un volume de 135 m<sup>3</sup> (soit plus de 50 % de sa QSP).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Aire de lavage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 2.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, risque de pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site dispose d'une aire de lavage du matériel agricole reliée à un dispositif de traitement pour les effluents potentiellement chargés en produits phytosanitaires.</p> <p>Cette aire de lavage est mutualisée avec une aire bétonnée d'une surface de 120 m<sup>2</sup> pour les opérations de dépotage et est munie d'une vanne trois voies.</p> <p>Cette vanne permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de collecter les eaux de ruissellement, hors des usages de lavage du matériel à vendanger ou utilisé pour l'épandage de produits phytosanitaires et des dépotages. Elles transitent par un séparateur hydrocarbures et rejoignent ensuite le réseau des eaux pluviales avant rejet ;</li> <li>• lors des dépotages et du lavage du matériel à vendanger, les eaux collectées rejoignent le bassin à vinasses ;</li> <li>• lors du lavage du matériel utilisé pour l'épandage de produits phytosanitaires, les eaux rejoignent un dispositif de type HELIOSEC spécifique ou tout dispositif équivalent pour permettre la gestion des effluents chargés en produits phytosanitaires.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La vanne trois voie a pu être visualisée. Lors de la visite (pas de dépotage en cours, ni lavage des engins), elle était positionnée de sorte à diriger les eaux pluviales dans le séparateur hydrocarbures puis rejet vers le milieu naturel.</p> <p>L'exploitant a présenté les bordereaux d'enlèvements du dispositif HélioSec de 2025, fournis par la société ayant collecté les sacs (SAS ETS Piveteau) pour Adivalor.</p> <p>Il conviendra par ailleurs de réaliser le curage du séparateur à hydrocarbures tous les ans. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, le bordereau de suivi des déchets dangereux émis pour le curage du séparateur en 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>